

mag #29

résolument Jeunes ⇌

Réseau Socialiste des Organisations de Jeunesse

Belgique - België
P.P.
1099 BRUXELLES 1
1/1844

01

JEUNES **POUR QUOI** FAIRE ?





Édito <i>Carlos Crespo</i>	05
« Oriente ton avenir » : une première journée d'information, à Liège <i>Ré.S.O.-J</i>	07
Quelle émancipation de la jeunesse ? <i>CePPecs - Martin Dekeyser</i>	10
Formations au Drama <i>Ré.S.O.-J - Nejib Ben Amar</i>	17
La santé en Afrique : le rôle des mutuelles <i>Solidarité Socialiste</i>	18
La planète dans l'assiette - Exposition interactive <i>CJEF</i>	20
Le nouveau Conseil de la Jeunesse vient de voir le jour <i>CJEF - Joachim Wacquez</i>	22

Comité de rédaction

Rédacteur en chef
Alain Detilleux

Président
Yonnec Polet

Secrétaire général
Carlos Crespo

Coordinatrice de projets
Cynthia Lesenfants

Détachés pédagogiques
Fabrice Dereppe
Nejib Ben Amar

Infographie et Mise en pages
Alain Detilleux

Documentation et Communication
Michèle Thommès

Secrétariat
Marielle Delbaere

Éditeur responsable
Yonnec Polet

Rédaction de Résolument Jeunes
Ré.S.O.-J asbl
(Réseau Socialiste des Organisations de Jeunesse)
15|3 Bd de l’Empereur - 1000 Bruxelles

T. 02|513 99 62
F. 02|502 49 47
info@reso.j.be
www.resoj.be

Les propos tenus dans les textes relèvent de l’entière responsabilité de leurs auteurs.

Nous remercions sincèrement tous les intervenants extérieurs qui ont apporté leur contribution à ce numéro.
La Rédaction

L’émancipation sociale des jeunes constitue un enjeu fondamental pour les progressistes engagés dans le secteur des organisations de jeunesse. Partant du constat que les perspectives d’accès des jeunes à l’éducation, à l’emploi ou à la culture fluctuent notamment en fonction de leur origine sociale, il est essentiel de mettre en place des mécanismes efficaces de réduction des inégalités. Il faut que tous les jeunes puissent avoir accès aux meilleures conditions de vie possibles. Dans cette optique, il est nécessaire d’impulser des politiques de jeunesse ambitieuses et transversales. Dès lors, c’est avec beaucoup d’intérêt que nous attendons la concrétisation de l’engagement de la Ministre de la Jeunesse, Évelyne Huytebroek de mettre en place un comité interministériel de la jeunesse. Cette mise en place constituerait l’occasion, pour les différents ministres en charge de compétences touchant de près ou de loin les jeunes, de renforcer la cohérence et la transversalité des décisions prises en matière de jeunesse. Le Ré.S.O.-J s’engage à apporter sa contribution aux travaux du comité interministériel de la jeunesse et prendra toute sa place dans ce débat.

La question de l’émancipation de la jeunesse est évoquée de manière assez approfondie dans les pages qui suivent. À l’occasion du troisième numéro de « Résolument jeunes », élaboré en partenariat avec le CePPecs¹, c’est Martin Dekeyser qui nous livre une analyse fouillée de la question. Dans ce numéro de notre revue vous trouverez également une collecte de la parole de jeunes élèves d’un établissement secondaire liégeois. Il nous a semblé pertinent de leur permettre se réapproprier le contenu de la séance d’information « Oriente ton avenir », organisée par Ré.S.O.-J, et de s’exprimer sur leurs aspirations. Le résultat est intéressant à plus d’un égard.

En guise de conclusion, il convient de rappeler que 2010 sera l’année européenne de la lutte contre la pauvreté et l’exclusion sociale. Dans ce cadre, le Ré.S.O.-J mènera à bien une campagne de sensibilisation consacrée à cette partie de la jeunesse aujourd’hui socialement exclue afin d’apporter sa modeste contribution à l’émergence d’une société 100 % jeunes admis.

Bonne lecture.

Carlos Crespo
Secrétaire général de Ré.S.O.-J
Yonnec Polet
Président de Ré.S.O.-J

12.2009

¹ | Le Collège Européen de Philosophie Politique de l’Éducation, de la Culture et de la Subjectivité (cePPecs) est une asbl établie à Bruxelles. Le cePPecs se voudrait un lieu ouvert, impartial et rigoureux contribuant à la reconquête d’une intelligence d’ensemble de notre monde. Le cePPecs est partenaire de la revue Résolument jeunes, dans le cadre de la campagne « Jeunes pour quoi faire ? », de Ré.S.O.-J. Les contributions textuelles sont principalement dues à Jean-Marie Lacrosse (Sociologue et philosophe Professeur à l’ISFSC, à l’ULg et à la FOPES), Martin Dekeyser (Sociologue et enseignant) et Bruno Serdran (Assistant social travaillant dans l’Aide à la jeunesse). www.ceppecs.eu





« Oriente ton avenir » : une première journée d'information à Liège

ORIENTE TON AVENIR

Présentation et avertissement

Dans le cadre de notre campagne « Jeunes pour quoi faire ? », une journée d'information « Oriente ton avenir » a eu lieu à Liège, le 10 novembre dernier.

La deuxième partie de cette journée était consacrée à un atelier « Drama », animé par notre détaché pédagogique, Nejib Ben Amar.

Il a été demandé aux jeunes d'écrire un texte bref comprenant quatre mots, choisis au hasard, parmi beaucoup d'autres proposés par les jeunes eux-mêmes, sur le thème du « futur » :

Voici ces quatre mots : « Futur », « Bonheur », « Chômage », « Moi ».

Les phrases et les réflexions des jeunes, qui parcourront tout ce numéro, ont été retranscrites de manière littérale (orthographe, syntaxe, casse, ponctuation, etc.), pour plusieurs raisons :

- Eu égard au procédé même (Drama) qui a amené les jeunes à s'exprimer spontanément sur un sujet donné, les mots utilisés, ainsi que leur articulation syntaxique, sont exactement les leurs et traduisent le fil de leur pensée sur le moment et en cours de rédaction.¹
- Les fautes d'orthographe, la syntaxe ou l'usage de la ponctuation sont propres à ce que l'on appelle « le style » (toute prétention littéraire mise à part), lequel est propre à chacun(e) qui écrit, et qui exprime sa pensée par ce biais. Dès lors, ce « style » (dont, ce qu'on appelle

¹ Il nous paraît important de préciser ici que les participants à cet atelier ont reçu comme consigne claire de ne pas se focaliser sur la forme de leur écrit, mais bien sur leur ressenti. Cette contrainte ayant pour fonction de leur permettre de libérer leur parole.

en sémiologie les tics de langage) doit être admis pour partie intégrante de l'expression individuelle d'une idée, au-delà d'une notion qualitative qui prévaudrait sur le sens et la liberté de l'expression.

- Du fait de ces deux premiers points, toute intervention lexicale sur le texte source ne peut être admise que comme une altération du texte original et, par-là, de la pensée de son auteur.
- Si l'on ajoute à cela que le procédé Drama, au sein d'une journée d'information organisée par Ré.S.O.-J, visait expressément à collecter « la parole des jeunes », il est difficilement défendable *a posteriori*, de chercher à modifier le matériel ainsi collecté, au risque d'en orienter erronément le sens, voire d'amoindrir (ou de suppléer) le propos de l'auteur, en superposant à son style (et donc à son expression spontanée) des normes (grammaticales, académiques, etc.) ou des ornements, dont la langue dont il use exprime possiblement une volonté de rupture générationnelle, sociale, symbolique, etc.
- Ce faisant, l'intervention sur le texte original tendrait immanquablement à nous couper de ce qui fait spécifiquement l'expression des jeunes dont nous étions spécialement allé chercher « la parole » (à quoi bon, dès lors ?), pour ensuite prétendre la « traduire » à un public qui, non seulement n'aurait pas accès aux sources, mais serait leurré quant au contenu réel du matériel collecté. En somme, il y aurait non seulement tromperie sur la marchandise, mais aussi présupposé négatif, relativement à l'intelligence du lecteur, à qui il serait contesté de pouvoir lui-même faire la part de choses s'agissant de l'expression des jeunes, que l'on lui présenterait sous une forme somme toute édulcorée ou prémâchée, afin qu'il soit à même de l'assimiler selon ses normes propres.
- Enfin, une des réflexions de base qui a prévalu à la mise en place de la campagne « Jeunes pour quoi faire ? » tenait à un constat de nos partenaires du CePPecs, s'agissant de la réticence (ou l'impossibilité) majoritaire des jeunes à intégrer la transmission « verticale » (à partir des « adultes », ou, de manière générale, de tout ce qui fait symboliquement office d'institution) de la Culture, en ce compris donc, les règles syntaxiques et orthographiques propres à la formulation du discours (pas seulement textuel) et à la structuration de l'argumentation, rompant ainsi avec ce qui fait le commun du langage, pour lui préférer le jargon auto-référencé de quelques pairs (transmission « horizontale » par le groupe, la bande, etc.), essentiellement hermétique à ceux

qui n'en font pas partie, voire qui en sont de facto exclus.

- Ayant donc ici pu récolter «sur le terrain» un premier échantillon (il y en aura d'autres) de l'expression de quelques jeunes, il nous semblait que nous eussions dénié notre intention première en proposant une version «formatée» (donc falsifiée) de ce langage qui, s'il avait été écrit à la manière de Rimbaud (autre «jeune»), nous aurait significativement semblé apte à être publié tel quel² (alors que les vers ne sont pas plus accessibles au commun des mortels). La question est donc moins de ce que l'on prétend chercher, que de ce que l'on est prêt à assumer en le trouvant. Sinon, il faut admettre que nous opérons une discrimination manifeste à l'endroit de «certains» jeunes, en nous cachant la réalité de leur appréhension de la Culture que nous prétendons partager avec eux et que nous considérons leur avoir transmise.

Alain Detilleux
Rédacteur en chef
(Pour le comité de rédaction)

2| Nous en voulons pour preuve le nombre de concours de poésie ou d'écriture de toute sorte, organisés annuellement en direction des jeunes, par pléthore d'associations, voire par la Communauté française elle-même, dont la plupart récompense les «meilleurs écrits», par l'édition d'un recueil, voire par l'affichage dans les lieux publics (métro, panneaux publicitaires, etc.), à l'adresse du tout-venant.

Jonathan, 18 ans

*Dans le futur je serais le patron se
sera le bonheur, comme sa moi je ne
serais pas au chaumage.*

Léa, 18 ans

*Dans le Futur, pour
moi il y aura plus de
chaumage. Car toutes
les personne au monde,
auront un travail
qui pourront les
remplir de bonheur.*



Lors de la journée d'information, du 10 novembre 2009, à Liège, une quarantaine de jeunes a participé, en matinée, à trois ateliers animés par des intervenants spécialistes extérieurs.

Atelier 1 : «Tes études supérieures en Belgique ou à l'étranger: une étape personnelle à franchir», animé par Mesdames Godart et Van Volsem du SIEP de Liège.

Atelier 2 : «Devenir indépendant, tes droits, tes obligations. Les clés de la réussite», animé par Madame Boutet et Monsieur Philippart de l'UCM de Liège.

Atelier 3 : «Salarié : les clés pour ton premier emploi», animé par Madame Menu de Solidarités Nouvelles.

L'après-midi a été consacré au Drama, animé par notre détaché pédagogique, Nejib Ben Amar, autour de la thématique : «Moi, dans 2, 4 ou 10 ans».

Fabrice Dereppe





Quelle émancipation de la jeunesse ?

CEPPECS

Nous tenons des propos contradictoires sur la jeunesse. Certains proclament que son émancipation n’est pas achevée, d’autres qu’on lui accorde trop de libertés. Certains glorifient la créativité de son expression spontanée, d’autres la trouvent par trop soumise au conformisme social du marché. Alors, la jeunesse, trop libre ou pas assez ?

Tout dépend du sens que l’on donne au mot jeunesse bien entendu. D’une certaine façon, une jeunesse pas assez émancipée, ce serait des jeunes pas assez jeunes, et réciproquement. Mais de quoi parle-t-on si l’on dissocie ainsi les jeunes de la jeunesse ? À qui d’autre qu’eux cette idée pourrait-elle s’appliquer et, dans ce cas, comment continuer dans le même temps à les spécifier ?

Il me paraît indispensable de retracer l’histoire de la jeunesse, l’histoire de cette idée, mais aussi l’histoire de son émancipation, de la place qui lui est reconnue dans la société, bref, l’histoire du statut social de la jeunesse, si l’on souhaite éclairer les termes du désaccord. Pour ce faire, nous disposons d’une thèse remarquable d’un chercheur québécois.¹ On peut, montre-t-il, distinguer trois étapes principales dans cette histoire :

Dans les sociétés traditionnelles, les jeunes ne sont pas jeunes, si l’on peut dire, car ce qui fonde pour nous la spécificité et la légitimité de leur statut social, le fait qu’ils incarnent le changement et le progrès, n’est pas reconnu dans ces sociétés. Celles-ci privilégient au contraire le legs du passé, s’organisent à le perpétuer et à contenir ce qui pourrait le transformer.

¹ | Jacques Goguen, *Pour une théorie des mouvements de jeunes*, Thèse, Université de Paris-I Sorbonne, 2003. Voir aussi *Ascension et déclin des mouvements de jeunes* in *Le Débat*, 132, Gallimard, novembre-décembre 2004.

Pour ce faire, elles intègrent les jeunes à un ordre auquel ils doivent se soumettre, ordre qui s’étend à la majeure partie de la vie individuelle et les subordonnent aux adultes, adultes qui incarnent cet ordre social, le leur transmettent et veillent à ce qu’ils le respectent. En contrepartie, les jeunes remplissent certains rôles, occupent ces statuts, reçoivent une reconnaissance sociale et une identité.

C’est dans la seconde moitié du XVIII^e siècle qu’apparaît la jeunesse au sens où nous l’entendons et que commence sa phase d’émancipation et d’autonomisation. C’est la réorientation de nos nations européennes, en fonction d’un avenir supposé meilleur que le passé et non plus de la tradition, qui donne une valeur et un statut inédits à la jeunesse, faisant d’elle l’incarnation par excellence du changement. Toutefois, ces nouvelles conditions sociales n’affectent à cette époque que les enfants de l’aristocratie et de la haute bourgeoisie car la majorité des jeunes est maintenue au travail précoce via la révolution industrielle qui a lieu simultanément.

La révolte adolescente

Il faut attendre la seconde moitié du XIX^e siècle pour que les classes moyennes et supérieures commencent à prolonger la période de dépendance de leurs enfants, les conservant à domicile, les retirant du monde du travail et les obligeant à aller à l’école, leur interdisant des conduites précoces qui leur étaient autrefois accessibles telles que la consommation d’alcool, les plaisirs sexuels, la fréquentation du sexe opposé, etc. Les jeunes sont ainsi mis en attente dans un état de dépendance et un statut infantilisant de plus en plus longs. C’est ce statut social inédit que découvre la psychologie naissante aux environs de 1900 et dont elle fait un stade universellement répandu du développement psychique : l’adolescence.

Parallèlement, ces conditions sociales nouvelles vont permettre l’autonomisation de la jeunesse et son avènement comme classe sociale à part entière. C’est au sein de l’école que les jeunes vont prendre conscience de leur situation commune de subordination et d’exclusion du monde social, situation qu’ils vont renverser à leur avantage en profitant de l’espace radicalement autonome qui leur est ainsi accordé pour développer leur propre culture et conquérir une certaine indépendance vis-à-vis du monde adulte.

C'est la grande époque de la créativité et de la révolte adolescente, créativité qui découle de la tension entre la représentation socialement valorisée de la jeunesse — les jeunes sont censés prendre une place à part entière pour changer le monde et le rendre meilleur — et la réalité des jeunes qui doivent pour cela subir de longues frustrations, privés de libertés et de loisirs réservés aux adultes.

J'extrait de la thèse de Jacques Goguen une citation des Wandervögel, dans leur manifeste de 1913 du Hoher Meissner, qui suffit pour illustrer l'aspiration latente et profonde qui est celle de la jeunesse vers 1900, moment qui se situe en quelque sorte à l'apogée de ces fortes tensions créatrices :

«La jeunesse qui n'était jusqu'ici qu'un appendice de l'ancienne génération, tenue à l'écart de la vie publique, cantonnée dans le rôle passif de l'apprenti et dans les jeux aimables mais futiles, commence à se fixer elle-même le cours de sa vie, indépendamment des habitudes paresseuses des vieux préceptes dictés par de hideuses conventions, elle aspire à un mode de vie qui convienne à la nature de la jeunesse tout en lui permettant de prendre au sérieux elle-même et son action et de s'intégrer comme un facteur particulier dans l'action culturelle générale...».

La culture adolescente a représenté une part importante de la culture, de la seconde moitié du 19^e siècle qui a vu émerger la poésie de Gérard de Nerval puis d'Arthur Rimbaud, jusqu'au rock puis à la pop d'Elvis Presley et des Beatles. On peut estimer que ce foyer exceptionnel de créativité s'est éteint avec la révolte qui le portait dans les années 1970, au moment précisément où la jeunesse s'est vue consacrée socialement, c'est-à-dire lorsque sa phase d'émancipation et d'autonomisation s'est achevée.

Le sacre de la jeunesse

Nous sommes entrés depuis lors dans une autre phase. Grâce au développement des médias et de la consommation de masse, les jeunes se sont constitués en peuple autonome dont la légitimité a été finalement reconnue au tournant des années 1970. La jeunesse a triomphé. Elle s'est radicalement autonomisée. Les jeunes sont parvenus à se faire reconnaître comme acteurs collectifs à part entière. Ils n'ont plus besoin d'accéder au statut d'adulte pour être considérés comme des acteurs de plein droit et peuvent conserver les caractéristiques modernes du statut juvénile (demeurer chez ses parents ou sous

leur dépendance, être célibataire, sans enfants, continuer ses études) tout en étant admis au rang de producteurs de la société. La jeunesse n'incarne plus un autre monde à venir mais une dynamique actuelle.

Reste que le sacre de la jeunesse a transformé ladite jeunesse. En réalisant aujourd'hui ce qui, hier, était différé à demain, il a produit l'effacement de la dynamique de la révolte et de la créativité adolescente et a permis son extension à tous les âges de la vie et à l'ensemble de la société. Nous avons une jeunesse sans révolte et interminable, une jeunesse qui fait société et vit dans un monde sans adultes.

Ce qui était une dynamique de changement, résultant de l'articulation entre le monde passé à changer et le monde à venir, est devenu une dynamique de pure sécession. La jeunesse moderne conservait l'idée d'une précedence du monde passé sur la possibilité de son changement tout en valorisant celle-ci, au contraire des sociétés traditionnelles. La jeunesse hypermoderne se caractérise par le fait qu'en triomphant, elle s'est séparée du monde social qui la conditionne et dont elle dépend. Force est de constater qu'elle ne s'articule plus à la réalité partagée et passée, d'où l'effacement de la tension qui animait sa révolte mais aussi la difficulté de sortir de son état de changement permanent.

Les jeunes se vouent désormais avant tout à leur épanouissement personnel présent et ne manifestent aucune envie, ni de reprendre l'histoire en charge ni de sortir de leur condition, qui leur paraît beaucoup plus enviable que celle des dits «adultes» qui ont, par ailleurs, pour principal objectif, de rester jeunes. La société se faisant jeune de part en part, c'est la culture jeune, populaire, commerciale, axée sur l'image et la musique qui devient la culture dominante et légitime, engendrant une véritable tyrannie de la majorité bien mise en évidence par la sociologue Dominique Pasquier² et reléguant la culture classique aux marges.

2 | Dominique Pasquier, *Cultures lycéennes. La tyrannie de la majorité*, Autrement, 2005. Bruno Sedran a déjà traité de cette question dans un précédent numéro de la revue. Lire à ce sujet *Culture et adolescence - Lorsque lire des livres n'est plus un acte vital* in *Résolument jeune*, n°23. On peut également écouter la conférence qu'elle a donnée au CePPecs en février 2008 (sur le site www.ceppecs.eu).



La jeunesse contre elle-même

Revenons maintenant à notre question de départ : la jeunesse est-elle trop libre ou pas assez ?

Nous avons déjà réglé la question du conformisme jeune. À partir du moment où toute la société se fait jeune, la culture jeune devient dominante et le conformisme se pare des habits du changement. D’où une inversion complète des termes de notre problème. Si la jeunesse peut paraître insuffisamment jeune, c’est-à-dire pas assez émancipée, ce n’est plus pour les mêmes raisons qu’auparavant. Ce n’est pas d’autonomie qu’elle manque, ce qui nécessiterait de poursuivre son émancipation vis-à-vis de la réalité sociale partagée, mais, au contraire, c’est l’achèvement et la radicalisation de son autonomisation qui, en s’étendant à l’ensemble de la société, la prive de tout rapport à la réalité partagée et passée, l’enferme en elle-même et l’aliène en la contraignant à une dynamique de changement qui tourne à vide pour ainsi dire.

En cessant d’être une dimension sociale incarnée par des acteurs spécifiques pour s’appliquer à l’ensemble de la société au travers des individus qui la composent, la jeunesse se retourne contre ceux qui sont censés en être les principaux bénéficiaires : les jeunes. Ceux-ci paraissent n’avoir plus aucune raison de se révolter car plus rien ne semble entraver la réalisation au présent du changement qu’ils incarnent. Le problème, c’est que cela se fait au prix d’un affranchissement de la réalité partagée sur le mode confortable de la méconnaissance et du déni, affranchissement les libérant également de l’obligation de tenir compte du caractère partageable de la réalité qu’ils souhaitent changer.

Tout leur est pour ainsi dire possible mais au prix d’une perte de tout accès à la réalité commune. À quoi bon imaginer et réaliser d’autres mondes si ceux-ci sont condamnés à l’incommunicabilité, à l’irréalité et aux marges de la société ? D’autant qu’ayant perdu le privilège de cette action transformatrice, les jeunes se retrouvent en concurrence avec des adultes qui souhaitent rester jeunes et disposent, eux, d’un ancrage suffisant dans la réalité partagée pour prétendre la réformer. Ainsi, être jeune aujourd’hui, c’est se conformer à un changement que seuls les adultes peuvent initier réellement et valorisent conséquemment puisque l’extension de la jeunesse à l’ensemble de la société prive les jeunes de toute réalité avec laquelle rompre.

L’émancipation des jeunes qu’il faut viser, ce n’est donc plus l’émancipation d’une jeunesse synonyme de changement, vis-à-vis d’une contrainte sociale destinée à le contenir, comme dans les sociétés traditionnelles et modernes mais, au contraire, l’émancipation, vis-à-vis d’une contrainte sociale au changement, rompant tout lien au passé et à la société et favorisant le repli individuel.

Je suis d’accord avec l’hypothèse d’une pression de plus en plus pesante de la collectivité sur les jeunes (et pas seulement sur eux), mais je pense qu’il faut distinguer cette nouvelle forme de contrainte sociale au changement, qui agit au présent contre la société, en fragilisant les conditions de sa perpétuation, via le détricotage de son lien au passé et le déni de celui-ci, d’une contrainte sociale assurant la pérennité de la collectivité en renouant sans cesse le lien du présent au passé au moyen d’une transmission.

Le mal être croissant des jeunes témoigne certes d’une pression sociale. Mais, à rebours de l’idée selon laquelle cette pression viserait, au moyen d’une logique de la ressemblance avec le passé, à le perpétuer au présent et dans l’avenir, ladite pression produit au contraire de la dissemblance et favorise la rupture du lien au passé. C’est cette fuite vers l’autre de soi-même, tant au niveau individuel que collectif, cette volonté unilatérale de se délier de soi en se vouant au changement permanent, qui favorise le repli individuel, fragilise le rapport des jeunes à la réalité sociale partagée et génère chez eux des troubles de la déréalisation, notamment les phénomènes de dépendance, que parents, éducateurs, psychologues et travailleurs sociaux constatent de plus en plus.

En confondant le mal et le remède, les partisans de l’autonomisation des jeunes au moyen de l’émancipation vis-à-vis de la société contribuent à renforcer la contrainte sociale au changement et à la rupture avec soi et favorisent le mal être adolescent qu’ils croient combattre.

Martin Dekeyser

Émilie, 19 ans

Pour moi, le bonheur c'est d'être libre, pouvoir vivre sa vie comme on le souhaite tout en respectant les autres et bien sûr soi-même. Pour cela, il faut avoir un travail et non un chômage qui soit le métier qu'on rêve de réaliser et de garder toute sa vie. Le chômage n'est pas le bonheur d'une famille car sans argent, le futur n'est pas vraiment envisageable si nous voulons créer une famille qui puisse vivre sous un toit et se nourrir,...

Kevin, 20 ans

Le futur des jeunes est en péril, en effet car à cause de la crise économique et sociale, le monde s'affaiblit et stagne et bien des jeunes doivent aller au chômage.

Cela est une menace pour le Bonheur des parents et eux-mêmes.

Moi qui vit dans un petit bouiboui, Je n'ai pas l'impression des pertes de monde devenu pitoyable à mes yeux

Remplie d'espoir et de rêve je part en quête de savoir et les énigmes de ce monde.

Laetitia, 19 ans

Notre avenir, notre future est déjà condamner à cause de nos anciennes génération car leurs exemple, vécu, vie, histoire nous ont cassé, « éduquer » en nous freinant - exploitant nous obliger à vivre avec leur loi (tel chose est une autre) qui nous la dit ! eux !! Sur eux est fonder notre Bonheur. Pourquoi les écouter ! A Moi de m'exprimer.

Si tu fais pas ça tu iras au chômage ! écoute Moi

Bruce, 19 ans

pourquoi le future consiste à essayer de trouver le bonheur, alors que l'on finira tous au chômage, comme les autres, tout comme moi.

Alice, 20 ans
Moi je voudrais vivre de ma passion le théâtre
Moi je voudrais faire des études dans ce milieu. Et aimer mon métier. moi ces ma vie
comme je la choisi.

Le Bonheur
Tous le monde à vecu ce sentiment qui est le bonheur, nous avons deja un point
commun.

chomage
?

Eyille, 19 ans
pour moi le bonheur dans le futur est sans chômage: car pour le bonheur, il faut de
l'argent, mais aussi plus (+) d'argent pour plus de bonheur (même pour des chose
non materiel (enfant))

Jason, 18 ans
Moi mon futur, je ne le voit pas au chômage, car le chômage nous rend fênéant et
sans argent, ont ne sais rien faire. Pour rendre heureux ça famille, je parle des
enfants et de ça femme, il vau mieux gagner de l'argent honnêtement pas en black
mais travailler comme tout le monde. L'argent amène quand même le bonheur dans
la famille.

Eddine, 18 ans
Le rêve serait que dans un futur proche, Le tot chômage et pauvreté diminuent. Cela
représentera le Bonheur pour moi. Cela représentera le rêve car, tous les jours dans nos
rues, on voit les consequences de ces deux facteurs.

Audrey, 21ans
Quand j'étais petite, je disais toujours:
Dans mon future j'aimerais devenir kiné. Ma copine et moi seront paxé, le
bonheur sera au rendez-vous à chaques moments de notre vie.
Aujourd'hui nous somme paxé, nous vivons dans la joie et la bonne
humeur, tout ce que je voulais sait réalisé. Mais malheureusement je n'ai
pas fini mes études et je suis au chomage.



Ré.S.O.-J (Réseau socialiste des organisations de jeunesse) propose, en 2010, une formation
d'initiation aux techniques de Drama à destination des professionnels du monde associatif,
culturel et scolaire (OJ, A.M.O., Maisons de jeunes, écoles...).

Le DRAMA :

- a pour objectif la **découverte de potentiels et d'aptitudes** par un processus collectif, de nature
artistique, ludique et physique ;
- s'enracine dans la **pulsion ludique** qui est toujours à la disposition de l'enfant qui sommeille en
chacun de nous ;
- permet de poser un **regard différent** sur son environnement à partir d'un point de vue sans cesse
renouvelé ;
- nous engage à un **niveau émotionnel** qui permet une réponse personnelle à une question
collective ;
- nous encourage à **explorer et à faire l'expérience** des valeurs présentes dans la vie réelle.



Pour plus d'information et de renseignement contactez Nejib Ben Amar, à Ré.S.O.-J :

02 513 99 62 ou

nejib@resoj.be
www.resoj.be

La santé en Afrique : le rôle des mutuelles

Dans la plupart des états africains, l'état de santé des populations s'est sensiblement dégradé depuis les années 80. L'accès aux soins de santé et aux médicaments y est très difficile. Pour l'immense majorité des personnes pauvres de ces pays, il n'existe pas de services publics de santé ou ils sont financièrement inabordables. Dans ce cadre, quel rôle les mutuelles de santé peuvent-elles jouer ?

SOLIDARITÉ SOCIALISTE

La santé est reconnue comme un droit fondamental. Tout être humain doit pouvoir bénéficier en temps utile de soins de santé appropriés. Chacun doit aussi pouvoir être acteur de sa propre santé et peser sur les décisions et facteurs qui déterminent les politiques sanitaires. La santé ne consiste pas uniquement en l'absence de maladie ou de handicap, mais aussi en la possibilité de jouir d'un état de bien-être physique, mental et social. La santé s'inscrit ainsi dans un champ plus vaste qui touche au politique, aux facteurs sociaux (nourriture, habitat, éducation, services publics), aux infrastructures (transport, équipements collectifs) et aux représentations culturelles.

En 1978, Alma-Ata (aujourd'hui Almaty) accueillait une Conférence Internationale sur les Soins de Santé Primaires. Cette rencontre accouchait d'une Déclaration qui a conduit à l'objectif «La santé pour tous en l'an 2000» : il s'agissait de promouvoir la santé considérée comme une ressource majeure pour le progrès social, économique et individuel. Définir un objectif est une chose, le concrétiser en est une autre. Si des progrès étaient accomplis dans certains pays et certaines régions du monde, «La santé pour tous en l'an 2000» se révélait être, dans l'ensemble, un échec cuisant. C'est ainsi que dans la plupart des pays d'Afrique, l'état de santé des populations s'est sensiblement dégradé, et des progrès sanitaires que l'on croyait acquis ont été remis en question, au Nord comme au Sud de la planète.

Beaucoup de facteurs peuvent expliquer cet état de fait. Mais la raison de l'échec est évidente : il s'agit de la mise à mort, voulue et programmée, de la puissance publique

par les politiques de laisser-faire économique qui ont dominé le monde ce dernier quart de siècle. Les défenseurs du tout au privé ont voulu réduire le droit fondamental à la santé à un produit de consommation accessible uniquement à qui peut se le permettre financièrement.

Dans ce cadre, les pays africains ont dû se plier aux diktats des institutions financières internationales. C'est ainsi que la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International leur ont imposé des politiques dites d'ajustement structurel qui ont consisté en l'ouverture forcée des marchés des pays du Sud aux produits et capitaux des pays industrialisés. Ils ont conduit aussi à des coupes claires dans les politiques sociales et à la diminution drastique des moyens consacrés aux administrations publiques. Avec les conséquences sociales que l'on peut imaginer.

C'est ainsi que le continent africain compte aujourd'hui 34 des 49 pays qualifiés de moins avancés (PMA). Plus d'un tiers de sa population (sur)vit sous le seuil de pauvreté avec moins d'un dollar par jour. Cette région est donc, sans surprise, la plus touchée par des maladies comme le SIDA, mais aussi par les maladies diarrhéiques, le paludisme et la tuberculose. L'accès aux soins de santé et aux médicaments y est très difficile. En fait, pour l'immense majorité des personnes pauvres des PMA, il n'existe pas de services publics de santé, ou alors ceux-ci sont-ils financièrement inabordables. Dans ce contexte, quelles actions mener pour que les populations accèdent aux soins de santé primaires et puissent disposer d'une sécurité sociale digne de ce nom ? La réponse est complexe. Elles doivent cependant s'articuler selon trois axes : la mobilisation des populations pour la défense et la revendication de leurs droits, le soutien à la mise en place d'états démocratiques forts qui assument leurs missions publiques et la solidarité internationale entre progressistes du Nord et du Sud, notamment par la mise en œuvre de programmes de mutuelles de santé.

Ces dernières, telles qu'elles se développent aujourd'hui en Afrique, ont pour modèles — en termes de structuration et de fonctionnement — celles des pays industrialisés. Mais leurs conditions d'émergence et de développement sont différentes de ce qu'elles ont été dans les pays du Nord, par exemple en Belgique. C'est ainsi que le mouvement mutualiste a émergé ici dans un contexte de pays riche, d'état national fort, de moindre concurrence internationale et d'une classe ouvrière puissante et structurée. Les mutualités ont été insérées dans la

structure institutionnelle du pays et sont, depuis, des partenaires incontournables des politiques de santé publique. Les classes populaires et moyennes disposant, au fur et à mesure de l'enrichissement du pays, de davantage de ressources, le financement des systèmes publics de santé et des mutualités a été possible, entre autres par le biais de la fiscalité.

En Afrique subsaharienne, la majorité de la population disposant de peu de ressources, il est difficile de faire jouer les mêmes leviers. Cependant, le prix des soins de santé étant un fardeau toujours plus lourd pour un nombre sans cesse croissant de personnes, il est important de renforcer et de structurer les organisations et mouvements locaux et nationaux qui défendent les politiques publiques et le droit des personnes à accéder aux structures de santé. La solidarité internationale y a un rôle crucial à jouer. De fait, le développement des mutuelles de santé en Afrique subsaharienne se fait, et c'est essentiel, dans le cadre plus large de structures internationales, et par le biais de l'appui d'ONG comme Solidarité Socialiste.

Solidarité Socialiste privilégie une approche basée sur l'initiative communautaire. Avec l'appui de l'Union Nationale des Mutualités Socialistes, elle mène avec seize partenaires un programme «Droit à la santé» dans cinq pays d'Afrique subsaharienne : le Burkina Faso, le Sénégal, le Burundi, la République Démocratique du Congo et le Cap Vert. Ce programme comporte un important volet mutualiste. Il implique 153 organisations communautaires, selon une approche démocratique et participative. L'idée force est la suivante : en perfectionnant leurs structures et leurs capacités, les mutuelles de santé, déployées en réseaux aux échelons local, national et international, se renforcent l'une l'autre. Elles sont ainsi mieux à même d'améliorer l'accès à la santé de leurs membres et d'influer sur les politiques de sécurité sociale et de santé publique en faveur des populations démunies, là où elles développent leurs activités.

Si les structures mutualistes appuyées sont généralement de petite taille, vu les faibles moyens des populations, le lien social est très fort et les affiliés, dont la participation est fortement encouragée et constitue même un élément essentiel du processus, sont à même d'en maîtriser mieux le fonctionnement. D'autant que ces mutuelles s'inscrivent dans un processus plus large, où s'intègre le volet économique et dans lequel les aspects formation et éducation est très important. D'un point de vue économique,

Solidarité Socialiste vise à renforcer les capacités de contribution des adhérents aux mutuelles, par la mise en place d'activités générant des revenus. D'un point de vue éducation et formation, l'objectif est double : d'une part, faire prendre conscience aux populations de l'intérêt que constituent la solidarité et la mutualisation des risques ainsi que la force et la capacité d'influence que leur confère l'action collective vis-à-vis des municipalités et autres pouvoirs publics ; d'autre part, accroître les compétences et l'expertise des mutualistes.

Un enjeu crucial du développement du mouvement mutualiste en Afrique est que celui-ci devienne un mouvement social qui, au-delà de l'objectif important qui consiste à organiser la solidarité entre ses membres, obtienne des avancées quant à l'accès à des soins de santé de qualité et à une protection sociale universelle, à laquelle les plus riches contribuent proportionnellement à leurs revenus dans le cadre d'une mutualisation des risques.

Il faut dès lors continuer à travailler à la prise de conscience par les populations de l'importance de leur implication dans la définition des politiques de santé publique et dans l'interpellation de l'état. Il faut aussi assurer à ce dernier des revenus suffisants pour pouvoir organiser la solidarité au niveau national. D'où, toute la question du commerce et de la finance internationaux, ainsi que celle de l'aide au développement. De fait, cela passe par un travail de lutte et de revendication sur un plan plus large, pour obtenir une redéfinition des politiques financières et commerciales mondiales, dans le sens d'une éthique et d'une justice plus grandes. Des alliances stratégiques doivent donc être nouées avec d'autres acteurs du pays, mais aussi sur le plan international, pour faire converger ainsi les luttes sociales.

Au Burundi, l'Assemblée Générale constitutive d'une mutuelle s'organise dès que deux cents cotisations sont payées. C'est au cours de cette AG que les caractéristiques spécifiques à la mutuelle, qui figureront dans les statuts, sont votées : conditions d'adhésion et d'exclusion, nombre de bénéficiaires par carnet, fonctionnement des organes de la mutuelle, mécanismes de représentation ou encore règlement intérieur. L'AG constitutive de la mutuelle de Mugina a mobilisé les 180 membres présents, près de 8 heures d'affilée, sans pause ni repas ! Cette participation massive des « tout jeunes membres » et la qualité de leurs questions et interventions mesurent leurs attentes, leur implication et l'intérêt qu'ils portent à la mutuelle. Chaque décision a été prise après débat, par un vote à main levée et le Conseil d'Administration a été élu démocratiquement en séance plénière.



Aimé, ?

moi Je voi le future attraver de mon avenir et J'ai encore pleines des chose devant moi. être encore à vie, ce mon grand bonheur mais pour assurée sa vie là par contre c 'n est pas facile car y'a plus en plus des gents aux chaumage.

Djini, 20 ans

Pour moi le futur est aux chômage avec bonheur.

Loukaïna, 21 ans

Pour moi le futur est un bonheur sans chomage.

Christophe, 18 ans

Pour moi le bonheur dans mon future sera souvent change par rapport au chomage

Aujourd'hui bonheur rime avec argent qui fait parfois mon malheur dans mon future je me voie bien partir souvent en voyage à visite le monde après avoir durement travaille pour m'évade et faire descendre la pression de la vie cotidienne mai pas trop longue je ne voudrais pas avoir d'ennuie avec le chômage.

Deka, 18 ans

Dans mon futur je me vois dans l'action humanitaire et mon bonheur sa serais d'associer vie de famille avec le travail humanitaire. Moi je suis dynamique, je me vois pas être au chomage.

Mehmet, 18 ans

Moi, Dans le futur je ne serai pas au chomage, j'aurai un travail et j'aurai mon bonheur avec ma femme et mes enfants.



La planète dans l'assiette

ou comment réfléchir de façon ludique
aux conséquences sociales,
économiques et environnementales
de nos choix alimentaires.

Exposition Interactive sur l'alimentation durable

Des formations à l'animation de l'exposition sont
programmées.

Description détaillée sur :
www.sustainableyouth.be et
www.conseildela jeunesse.be

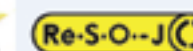
Infos et réservation :
Conseil de la Jeunesse
02/413.29.30
conseil.jeunesse@cfwb.be



Cette expo interactive permet d'aborder
entre autres les sujets suivants :

- les facteurs qui **guident nos choix**
- la consommation de **produits locaux** et de saison
- la signification des **labels et pictogrammes**
- la signification d'un **code-barres**
- la fixation des **prix**
- les **normes sociales** dans différents pays du monde
- l'**influence du lieu de distribution** sur la qualité sociale
et économique du produit
- les critères qui permettent d'évaluer la **qualité économique,
sociale et/ou environnementale** d'un produit
- la réflexion à des **recommandations politiques** qui
permettraient une alimentation plus durable
- ...

« La planète dans l'assiette »
a été créé par



Avec le soutien de :



www.befair.be



Service Public fédéral de Programmation
Développement durable

Le nouveau Conseil de la Jeunesse vient de voir le jour



Durant tout le mois d'octobre, près de 3.000 jeunes âgés entre 16 et 30 ans, ont choisi leurs représentants. Ceux-ci avaient mené campagne le mois précédent, à coup de flyers, vidéos et... de convictions. Et ce samedi 7 novembre, les 50 élus se sont retrouvés au Sleepwell. Il s'agissait pour eux de se présenter, de travailler, d'élire le nouveau CA et la présidence.

Se présenter...

Ces jeunes, venus des quatre coins de la Communauté française ne se connaissaient pas et ont appris à se découvrir. Il y avait des Bruxellois, des Namurois, des Liégeois, des Luxembourgeois... Certains sont nés en Belgique, d'autres ailleurs. D'aucuns sont aux études alors que d'autres travaillent ou cherchent un emploi. Cinquante visages, tous différents; cinquante personnalités, distinctes, mais mues par une même volonté de défendre l'intérêt des jeunes, de les représenter au mieux.

Travailler...

Après une brève présentation du Conseil, ces jeunes se sont répartis en ateliers de travail et ont abordé certains des thèmes qui leur tenaient à cœur: visibilité du Conseil, développement durable, emploi pour tous, engagement des jeunes, logement décent, accès à des études de qualité... sont quelques-unes des priorités envisagées par le nouveau Conseil de la Jeunesse.

Élire le CA...

Après un temps de midi qui permit de mieux faire connaissance, l'Assemblée Générale devait élire son nouveau Conseil d'Administration. Les 29 candidats se sont alors présentés par le biais d'une allocution personnelle très engagée: chacun y allant de ses arguments pour convaincre ses «collègues» de voter pour lui, pour elle. Après une heure et demie, vint l'étape du vote. C'est finalement un CA pluriel et paritaire (9 filles pour 8 garçons) qui émana des urnes.

Il restait alors à élire la présidence. Deux candidats restaient en course: Houssain et Anne-Caroline (parité à nouveau respectée). C'est finalement Anne-Caroline Burnet – déjà plébiscitée lors des élections directes avec 623 voix –, 21 ans, originaire de Philippeville et étudiante en Économie du développement à Namur, qui incarne le nouveau visage du Conseil de la Jeunesse.

Le travail ne fait que commencer pour elle; déjà se profilent les responsabilités: par exemple, la présidence belge de l'Union Européenne en 2010, où les jeunes auront un rôle important à jouer. Outre cet événement important et médiatique, outre les thèmes déjà énoncés lors des ateliers, Anne-Caroline veut défendre plusieurs priorités qui devront être abordées au Conseil: les jeunes et la coopération au développement; l'emploi et le soutien aux jeunes artistes; l'éducation civique.

Pour clôturer cette première journée, la presse et le monde institutionnel étaient conviés à la traditionnelle conférence de presse en présence de la Ministre de la Jeunesse, Éveline Huytebroeck, laquelle a rappelé son soutien au Conseil pour, notamment, mener à bien ses prochaines missions de décentralisation.

Le nouveau Conseil de la Jeunesse vient donc de voir le jour, mais il ne s'agit pas d'un parlement des jeunes avec une majorité et une opposition: le Conseil de la Jeunesse, plus ouvert qu'auparavant, était et reste un lieu de participation à des projets collectifs. L'intérêt des jeunes et leur émancipation restent les thèmes transversaux qui doivent habiter les membres du Conseil.

Les 50 membres de l'Assemblée Générale auront deux ans pour relever les nouveaux défis qui se présentent à eux, et être à la hauteur de la confiance que les électeurs ont mise en eux. Outre les commissions actuelles (Emploi, Développement durable, Éducation

et international), plusieurs vont encore voir le jour : Participation des jeunes, Éducation aux médias et Interculturalité... Des moments de rencontre entre jeunes, ouverts à tous, pour venir y débattre et apporter son avis. On vous attend !

Joachim Wacquez

Vous pouvez retrouver les dates de Commissions, les résultats des élections et toutes les photos de cette journée sur www.conseildelajeunesse.be.

Plus d'infos par mail à conseil.jeunesse@cfwb.be.

28

Une nouvelle assemblée pleine d'ambitions



David, 20 ans

moi dans le future je serai riche et pas au chômage je vivrai pas ici mais loin de la Belgique dans le Bonheur et heureux.

Sabrina, 24 ans

Dans le future d'avoir un travail que l'entreprise ne tombe pas en faillite, d'avoir dans la vie du bonheur moi je ne voudrais jamais être dans le chômage, mais si ça doit arrivé.

? (fille), ?

Moi Le futur est le moment où tout le monde attend qu'on puisse éliminer le chômage, ça fera le bonheur de tout le monde.

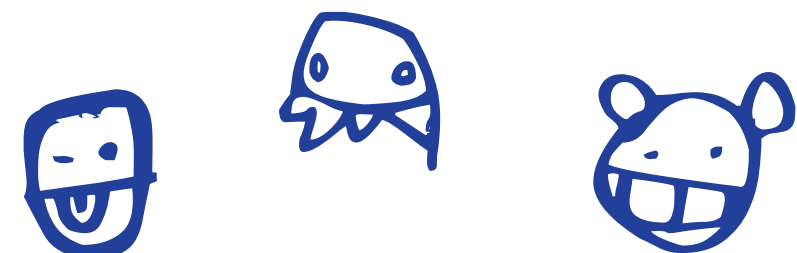
Alexandre, 19 ans

La vie c'est dure, penser à son Avenir, Je rêve d'un future magnifique, Avec une famille à bâtir, Je ne me contente pas du chômage, c'est vraiment dommage la vie se dégrade, Unissent les moi et toi nous seront nous et nous auront la vie devant nous.

Bertin, 20 ans

Moi j'attends rien du chômage car il ne m'apportera rien à mon futur la famille et l'argent feront mon bonheur pour nous tous.

29



Désormais, retrouvez toute
l'actualité de nos O.J., ainsi que
leurs agendas, en temps réel,
sur le Web!

bloc-notes.resoj.be

Oxyjeunes

Latitude
JUNIOR

Latitude
JEUNES

Contact J

cidj
Info jeunesse

ForJ

MJS
Mouvement des Jeunes Socialistes

Etudiants
FGTB

Jeunesses
syndicales
FGTB

Faucons
Rouges

Tels
Quels Jeunes

FCHWB

Oxyjeunes
Grand'Place 24 - 6240 FARCENNES

T. 071|38 84 00 - F. 071|39 83 00
M. info@oxyjeunes.be
W. www.oxyjeunes.be

Latitude Junior
Place St Jean 1-2 - 1000 BRUXELLES

T. 02|515 04 02 - F. 02|512 27 62
M. latitude.junior@mutsoc.be
W. www.juniorville.be

Latitude Jeunes
Rue Saint-Jean 32-38 - 1000 BRUXELLES

T. 02|515 04 02 - F. 02|512 27 62
M. latitude.jeunes@mutsoc.be
W. www.ifeelgood.be

Contact J
Bd. de l'Empereur 25 - 1000 BRUXELLES

T. 02|511 96 84 - F. 02|502 60 36
M. contactj@contactj.be
W. www.contactj.be

CIDJ
Rue Haute 88 - 1000 BRUXELLES

T. 02|219 54 12 - F. 02|219 54 13
M. info@cidj.be
W. www.cidj.be

ForJ Siège social Rue le Lorrain 104 1000 BRUXELLES	Siège d'activités Route de Mons 80 6030 CHARLEROI	M. info@forj.be W. www.forj.be
---	---	--

T. 02 649 03 22 F. 02 647 87 42	T. 071 53 91 53 F. 071 53 91 54
------------------------------------	------------------------------------

MJS - Mouvement des Jeunes Socialistes
Rue de la Croix de Fer 16 - 1000 BRUXELLES

T. + F. 02|512 12 18
M. secretariat@mjs.be
W. www.mjs.be

Étudiants FG TB - Jeunesses syndicales FG TB
Rue Haute 42 - 1000 BRUXELLES

T. 02|506 83 10 - F. 02|502 73 92
M. etudiants@jeunes-fgtb.be
W. www.jeunes-fgtb.be

Faucons rouges
Rue Entre-deux-Portes 7 - 4500 HUY

T. 085|41 24 29 - F. 085|41 29 36
M. info@fauconsrouges.be
W. www.fauconsrouges.be

Tels Quels Jeunes
Rue Marché au Charbon 81 - 1000 BRUXELLES

T. 02|512 45 87 - F. 02|511 31 48
M. jeunes@telsquels.be
W. www.telsquels.be

FCHWB - Ferme des Castors
Rue du Faubourg 16-18 - 6250 AISEAU

T. 071|76 03 22 - 071|74 04 75 - F. 071|76 19 26
M. info@fchwb.be
W. www.fchwb.be

**POUR
QUOI**

